

## Les facteurs intérieurs de la politique étrangère chinoise

Jacques Guillermaz

Volume 1, numéro 1, 1970

La Chine en Asie et dans le monde

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700002ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700002ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Guillermaz, J. (1970). Les facteurs intérieurs de la politique étrangère chinoise. *Études internationales*, 1(1), 6–14. <https://doi.org/10.7202/700002ar>

# ÉTUDES

---

Jacques GUILLERMAZ

## LES FACTEURS INTÉRIEURS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CHINOISE

Permettez-moi de faire, à titre d'introduction, trois remarques générales à propos des facteurs intérieurs de la politique étrangère chinoise.

Tout d'abord, lorsqu'on parle de la Chine, il convient d'avoir constamment présent à l'esprit qu'il s'agit d'un pays tout à fait hors série, non seulement par ses dimensions, sa population et sa civilisation, mais aussi par l'extraordinaire continuité de son histoire et notamment de ses institutions et de ses idées. Cette continuité a déterminé une tradition politique beaucoup plus vivante et beaucoup plus forte qu'ailleurs et cette tradition correspond à une première série de facteurs de politique étrangère.

Il faut ensuite tout naturellement prendre acte qu'une deuxième série de facteurs — facteurs idéologiques ceux-là — est apparue avec l'avènement du Parti communiste chinois en 1949 pour donner à la politique extérieure chinoise des prétentions mondiales. Mais en même temps, ces nouveaux facteurs ont compliqué ses choix, ses options dans la mesure où se créaient aussi de nouveaux objectifs qu'il fallait harmoniser avec les facteurs nationaux, dans la mesure aussi où des divergences de ligne et de doctrine se sont fait jour peu à peu.

Enfin, les résultats de la *révolution culturelle* et notamment la place accrue qu'ils confèrent à la *personnalité* et à la *pensée* de Mao Tse-toung en Chine et dans le monde, constituent une troisième série de facteurs *intérieurs* dans l'élaboration de la politique étrangère chinoise d'aujourd'hui et de demain (et ce sont sans doute les plus importants).

Ceci dit et dans la mesure où ces divers facteurs anciens et nouveaux sont devenus *indissociables*, dans la mesure aussi où ils sont dominés par un impératif de modernisation, de développement économique et de puissance militaire, il me semble préférable de les examiner en les replaçant dans le schéma habituel et nous par-

Jacques GUILLERMAZ est directeur du Centre de documentation sur la Chine contemporaine à l'École pratique des hautes études de Paris.

lerons successivement de facteurs politiques, économiques et démographiques, militaires et culturels, tous étant plus ou moins habillés d'idéologie.

## I – Les facteurs politiques

Jusqu'à notre époque ou presque, la Chine *doit tout à elle-même*, qu'il s'agisse d'idées ou de systèmes politiques, de valeurs morales, d'art et de culture. Les rares influences venues du dehors (le bouddhisme, par exemple) n'ont jamais été que secondaires.

Il faut le remarquer aussi, la Chine s'est constituée politiquement à partir d'un *centre géographique* (la vallée du fleuve Jaune et celle de la Wei) absorbant peu à peu ses voisins dans son « aura » de civilisation, comme le professeur BADOUR l'a remarqué. L'assimilation est faite quand le « barbare » accepte la civilisation chinoise, un peu comme en Occident les peuples latin, ibère, gaulois, german ou autres deviennent citoyens de Rome et adoptent sa langue et ses mœurs.

Ainsi se crée non seulement un sentiment très vif de la *sinicité*, mais un véritable sinocentrisme.

Or, après une éclipse d'un siècle — celui qui de 1842 à 1943 correspond aux « traités inégaux » — et redevenue puissance forte et unie, la Chine a tendance à *retrouver* cette image d'elle-même en l'ajustant aux temps, aux idées et au vocabulaire modernes.

En *politique étrangère*, cette tendance se traduit par deux courants *apparemment* contradictoires :

- Le premier se caractérise par le retour à un *total isolement*, à la restauration de son propre univers, à la poursuite de ses transformations internes selon une *voie chinoise* en « comptant sur ses propres forces », même à l'intérieur de systèmes philosophiques et politiques occidentaux <sup>1</sup>.
- Le deuxième courant se traduit par un retour à une vocation traditionnelle d'*État modèle* et messianique. Ici le message révolutionnaire se substitue au message culturel et civilisateur d'autrefois.

Dans *les faits*, dans la politique étrangère d'aujourd'hui, l'on constate deux étapes dans cette double évolution vers l'*isolement* et vers ce que l'on pourrait appeler l'*exemplarité*.

En matière d'isolement, la Chine s'écarte du monde occidental à partir de 1949. Elle « tombe alors d'un seul côté » selon l'expression de Mao Tse-toung soucieux de marquer qu'elle se lie au bloc soviétique. Puis, à partir des années 1958 – 1960, elle s'isole de plus en plus du monde socialiste. Elle développe progressivement un *complexe artificiel d'encercllement* en face, je cite, des « impérialistes américains, des révisionnistes soviétiques, des réactionnaires de tous les pays ».

En ce qui concerne l'*exemplarité*, un rappel de deux ou trois phrases connues suffit à faire comprendre le *sens* et l'importance de l'évolution :

<sup>1</sup> Sun Yat-sen ou Chang Kaï-chek dans le cadre du libéralisme occidental, Mao dans celui du marxisme-léninisme.

- En 1951, Lu Ting-yi (et Liu Shao-chi en 1949) affirme que le type classique des révolutions dans les pays « impérialistes » est la révolution d'octobre, tandis que la révolution chinoise est le type classique des révolutions dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.
- En 1965, donc avant la Révolution culturelle, Lin Piao, exécutif officiel de Mao Tse-toung, reprendra la formule de Aïdit sur l'encerclement des pays industrialisés (villes) par les pays sous-développés (campagnes) ; il n'y a plus qu'un seul modèle, celui de la révolution chinoise. Même évolution à propos de doctrine qu'à propos de voies révolutionnaires. La contribution idéologique de Mao Tse-toung ne s'étend plus seulement à la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, mais à la révolution tout court. Le IX<sup>e</sup> Congrès du P.C.C. dira explicitement que Mao Tse-toung a « continué, sauvegardé et développé le marxisme-léninisme et l'a fait accéder à une étape supérieure toute nouvelle ».

Autre donnée importante pour comprendre la politique d'aujourd'hui, le fait que, jusqu'à ces dernières années également, la Chine n'a jamais eu de politique étrangère au sens où nous l'entendons. Suzeraine de nombreux tributaires comme ce fut le cas depuis la dynastie Han au II<sup>e</sup> siècle av. J.C. jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle où au contraire soumise aux traités inégaux entre 1842 et 1943, elle n'est point habituée à traiter avec les autres nations sur un pied d'égalité et sans complexes. Or en 1943, à la fin des traités inégaux, Mao Tse-toung, né en 1893, avait cinquante ans et déjà dix huit ans à la fin de l'Empire en 1911. Les autres dirigeants sont à peu près de la même génération. À ce titre, comme à beaucoup d'autres, ce sont des gens de l'ancien régime. Enfin nous savons que bien peu des responsables chinois ont une expérience directe du monde occidental. Leur compréhension de celui-ci ne se mesure pas à la seule masse d'informations dont ils peuvent disposer.

Autre conséquence de ce qui précède, la Chine n'a assimilé qu'imparfaitement le *droit international* d'essence occidentale. Dans ce domaine la tradition chinoise des *tributaires* et le mépris communiste du *droit bourgeois* s'additionnent pour aboutir à des pratiques peu conformes aux règles diplomatiques acceptées et à l'usage d'un vocabulaire tantôt moralisateur, tantôt injurieux <sup>2</sup>.

Les exemples illustrant l'idée particulière que les Chinois se font du droit sont nombreux. Ainsi, l'idée qu'un diplomate doit être complètement libre pour exercer sa mission d'*intermédiaire* entre deux États leur échappe. Le diplomate est d'abord un *otage* éventuel soumis à l'obligation du visa. Quant à la notion du secret, elle est telle que la lecture des journaux de province et même la lecture du journal de Pékin ou la lecture d'affiches dans les rues est considérée comme cas d'espionnage.

Aux facteurs traditionnels qui précèdent, il convient d'ajouter une *psychologie nationale* particulière dont le trait principal est sans doute un extrême amour-propre aussi caractéristique des individus que de la collectivité. Cet amour-propre dont la nature ne correspond pas exactement à sa traduction occidentale, implique plus

<sup>2</sup> Voir à ce sujet : Philippe ARDENT, « La pratique diplomatique chinoise récente » dans la *Revue générale du droit international public*, octobre-décembre 1968, n° 4 et mon article « Problèmes posés par la Chine dans les relations internationales » dans la revue *Tiers Monde*, tome IX, n° 35-36, juillet-décembre 1968.

souvent le recours aux *attitudes* qu'à l'action. Les Chinois eux-mêmes l'appellent *mien tzu*, la face. Quoi qu'en pensent certains, la face est un ressort toujours important des conduites individuelles et *nationales* chinoises. Elle est un élément *bien réel* de la politique étrangère et de la diplomatie chinoises.

Dans le même ordre d'idées, l'écart entre le langage et l'action est généralement bien plus grand chez les dirigeants chinois que chez nous. Le contraste entre la violence des mots et la prudence des conduites peut être considérable. Que l'on se rapporte par exemple au discours du 29 septembre 1965 du ministre des Affaires étrangères Ch'en Yi.

À partir de 1949, le facteur idéologique s'intègre dans la politique intérieure et extérieure chinoise. À l'intérieur il détermine des « lignes générales » successives fort différentes et l'on constate que la politique extérieure les reflète presque toujours très clairement. Cette espèce de projection de l'intérieur sur l'extérieur est une des *données essentielles*, une des clefs de la *politique étrangère chinoise*.

Ainsi la période du premier plan de Cinq ans (1953 à 1957) au cours de laquelle la Chine est tout occupée de sa construction économique, de ses problèmes de collectivisation de l'agriculture et d'étatisation de l'industrie trouve sa correspondance dans l'affirmation des Cinq principes et coexistence. L'action chinoise se montre passablement modérée à Genève en 1954, à Bandoeng en 1955. La période dite des *Cent Fleurs* (en gros de 1956 à juin 1957) se traduit par une position assez souple lors des événements de Hongrie et de Pologne. Les rapports Chine — Yougoslavie restent bons jusqu'à la fin de 1957 et peut-on dire jusqu'en mai 1958. Des sondages sont même effectués aux États-Unis (discours de Chou En-lai du 21 juin 1956).

En revanche, l'échec des *Cent Fleurs* marqué par un violent mouvement anti-droitiste au cours de l'été 1957 va être suivi en 1958 par une période de *relance révolutionnaire* caractérisée par l'apparition des Communes populaires et par le début du grand bond en avant. Presque aussitôt le climat intérieur va s'exprimer au dehors. Les rapports sino-soviétiques un peu hésitants depuis le xx<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., la visite de Mao Tse-toung à Moscou, vont se dégrader rapidement ainsi que nous le savons. Mais également de graves tensions vont s'élever entre la Chine et le Japon, la Chine et l'Inde, la Chine et l'Indonésie, la Chine et l'Égypte. C'est enfin en août 1958, le mois des Communes populaires, que la crise du détroit de Formose risque de précipiter un conflit international majeur.

Un apaisement relatif marquera à nouveau la période de rajustement économique, la période des trois années noires, sauf en ce qui concerne le front soviétique ; encore est-ce en 1962 - 1963 que la rupture idéologique deviendra définitive et complète.

Enfin la révolution culturelle sur laquelle nous reviendrons en conclusion, verra les deux affrontements entre factions rivales paralyser l'action diplomatique chinoise et par instant remettre en question la personnalité et l'œuvre du ministre des Affaires étrangères.<sup>3</sup>

<sup>3</sup> K'ang Sheng et Yao Teng-shan (ex-chargé d'affaires en Indonésie) semblent avoir dirigé le clan extrémiste hostile à Ch'en Yi et dans une moindre mesure à Chou En-lai.

## II – Les facteurs économiques et démographiques

Dans le domaine de l'économie trois remarques s'imposent avec beaucoup d'évidence.

1) Les Chinois, ceux du passé et ceux d'aujourd'hui, ont presque toujours dissocié très nettement rapports politiques et rapports économiques et commerciaux, les premiers n'entraînant aucune exclusive et de même aucun engagement vis-à-vis des seconds. Les exemples abondent, aujourd'hui encore nous le savons bien le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, l'Australie et le Canada occupent une place de choix dans le commerce extérieur chinois.

Faut-il rappeler qu'aux siècles passés l'absence totale de rapports diplomatiques n'empêchait point les échanges commerciaux entre la Chine et l'Occident même s'ils étaient géographiquement limités au port de Canton. La révolution culturelle n'a pas suspendu les affaires avec les pays socialistes ou capitalistes même lors de la crise de Hongkong. Ce comportement chinois paraît correspondre à une constante.

2) Autre point, tous les gouvernements chinois, des Mandchous à Mao Tse-toung, se sont efforcés autant qu'ils l'ont pu de préserver ou de reconquérir leur indépendance économique intégrale. Leurs efforts ont surtout porté sur le rachat des chemins de fer, l'abolition de tarifs douaniers imposés de l'extérieur.

Les Communistes ont fait de même. L'importance de l'aide soviétique au cours du 1<sup>er</sup> plan quinquennal n'a pas empêché Pékin de réclamer et d'obtenir en 1954 l'abolition des compagnies mixtes du Sin-kiang et de Mandchourie qui portaient indirectement atteinte à sa souveraineté. La Chine n'a jamais voulu adhérer au Comecom ou se prêter à une production spécialisée. La rupture idéologique avec les Soviétiques, le retrait des conseillers soviétiques ont été l'occasion d'une émancipation économique complète et notamment du paiement intégral des dettes chinoises à l'U.R.S.S. (en 1965) et d'une remise en équilibre des échanges extérieurs <sup>4</sup>.

3) La Chine suffisamment pourvue en matières premières et peu exportatrice n'a ni zone d'approvisionnement ni débouchés privilégiés susceptibles de peser sérieusement sur sa politique extérieure. La faiblesse même de son commerce extérieur (de l'ordre de 3 milliards de dollars) la rend peu vulnérable aux actions ou sanctions économiques venues du dehors.

En revanche, la présence de colonies chinoises d'outre-mer riches et puissantes l'amène à accepter de surprenantes dérogations à son nationalisme et à son idéologie. La révolution culturelle nous en a apporté de nouvelles preuves en Indonésie, en Birmanie, au Cambodge, à Hongkong, à Macao. C'est en effet par le commerce ou les remises des Chinois d'outre-mer que Pékin obtient une bonne part de ses devises fortes. Il s'agit de plus, et peut-être surtout, de prolonger dans divers pays du Sud-Est asiatique une situation de fait dont la Chine tirera bénéfice quand aucun contrepoids politique et militaire ne s'opposera plus à son influence en Asie orientale.

Le problème démographique enfin. Il semble qu'au moins pour les deux ou trois décennies à venir, la Chine peut tenter de le résoudre par l'accroissement des

<sup>4</sup> Notons que ce sont les Russes qui en retirant leurs conseillers ont rompu une collaboration économique que les Chinois n'avaient aucun scrupule à poursuivre malgré les divergences idéologiques et politiques et cette constatation renforce la remarque qui précède.

rendements agricoles et par une politique de natalité appropriée. Au delà, seul un puissant développement industriel à propos duquel on ne peut être trop optimiste pourrait prendre la relève de l'agriculture. À long terme, la croissance de la population chinoise est un élément important du contentieux territorial sino-soviétique même si Pékin s'est jusqu'à présent abstenu de le définir officiellement. Peut-être faut-il rappeler à ce propos que dans l'esprit des Chinois tout traité dicté à l'Empire dans sa période de plus grande faiblesse (période semi-coloniale ouverte avec le Traité de Nankin de 1842) est susceptible d'être légitimement remis en cause.

### III - Défense nationale

Si de l'économie nous passons au domaine de la Défense nationale, l'histoire nous démontre que, sauf exception, un concept défensif a généralement dominé la politique militaire chinoise ; la Grande Muraille en est le symbole parfait.

Cependant, la sécurité de l'Empire exigeait aussi que soient conservées des « marches-frontières » (en général régions tributaires). La perte de celles-ci provoquait une émotion officielle qui justifiait à son tour des réactions militaires. Cette question des avancées de l'Empire a provoqué dans l'histoire chinoise de nombreuses controverses entre les « faucons et les colombes », je veux dire entre les généraux partisans d'expéditions contre les « barbares » et les mandarins qui trouvaient ces expéditions trop coûteuses et trop propres à renforcer le prestige et l'influence des militaires.

Nous assistons à quelque chose d'analogue aujourd'hui. L'exemple de la guerre de Corée, les controverses à propos de l'intervention au Nord Viêt-nam nous révèlent que les réflexes de sécurité sont toujours présents.

Pour le moment (et depuis l'élimination du chef d'état-major, Lo Jui-ch'ing, en 1965), c'est le concept d'une stratégie défensive qui prévaut. Cette stratégie veut d'abord s'appuyer sur la résistance des forces populaires et, si nécessaire, se servir d'une dissuasion nucléaire dont les moyens restent limités.

Cette stratégie défensive correspond bien entendu à des facteurs intérieurs précis.

- Avant tout à un souci d'indépendance vis-à-vis d'un soutien ou d'une protection militaire soviétique qui s'assortiraient inévitablement de contrôles divers.
- À la faiblesse chinoise en moyens militaires conventionnels financièrement et techniquement coûteux.
- À la place que doit tenir l'Armée au sein même de la population dont elle doit en quelque sorte doubler ou étayer les armatures administratives, économiques, éducatives et surtout politiques.

Il va sans dire que d'autres éléments entrent dans la politique militaire chinoise et expliquent son caractère défensif. Je n'en citerai que deux à titre d'exemples.

- Priorité donnée à la construction du modèle chinois à l'intérieur.
- Conviction que les scrupules et les intérêts moraux des nations de premier ordre

rendent peu vraisemblables l'utilisation d'armes nucléaires destinées à demeurer par là même des « tigres de papier ».

Mais peut-être pourrait-on résumer la question en disant qu'au fond, réduite à elle-même par sa propre volonté, la Chine ne peut avoir d'autre politique et d'autre stratégie militaire que celle de ses moyens propres.

#### IV – Culture

En matière de rapports intellectuels avec l'étranger, la diplomatie culturelle « d'autrefois » existe, mais elle s'est transformée en simple action de propagande révolutionnaire à l'exportation, en recueil d'informations politiques, scientifiques et techniques à l'importation. Les échanges internationaux concernant les sciences de l'homme sont exclus.

Le monde chinois désire se fermer à nouveau aux contacts extérieurs de la même manière qu'au siècle dernier, au temps de l'Empire lorsqu'il s'agissait de « conserver le savoir chinois pour base et de se servir des techniques occidentales ».

Cette tendance, très affirmée depuis 1949, l'est encore plus depuis 1966. C'est là en quelque sorte l'effet additionné de l'isolement traditionnel, de la méfiance communiste, des prétentions de la révolution culturelle.

Soit dit en passant, il s'agit là d'un phénomène grave dans la mesure où il entretient chez les masses chinoises des sentiments faits tout à la fois d'ignorance, d'hostilité et de supériorité vis-à-vis du reste du monde. Ce faisant, il prolonge de part et d'autre les incompréhensions et rend plus difficile l'intégration de la Chine dans une vie internationale normale. Il n'est pas nécessaire d'insister sur les dangers de cette non intégration à l'âge nucléaire.

#### Conclusion

Les remarques que nous venons de faire s'appliquent à la politique étrangère de la Chine populaire en général. Il nous reste à voir ce que peut être en termes généraux l'impact de la *révolution culturelle* sur cette politique.

La *révolution culturelle* est naturellement un phénomène à dominante intérieure. C'est à la fois un conflit de ligne, une lutte pour le pouvoir, une opposition idéologique, mais tous ont leurs incidences ou leur prolongement en politique étrangère.

À ce dernier point de vue, nous pouvons faire les remarques suivantes :

1) Le succès de Mao Tse-toung c'est aussi le succès d'une certaine politique étrangère et cette politique étrangère est d'abord essentiellement antisoviétique.

Pour en comprendre le sens et l'importance, il faut penser qu'avant 1966, les divergences sino-soviétiques restaient limitées au plan de l'interprétation idéologique ou à celui de l'action diplomatique. Avec la *révolution culturelle* elles se sont étendues au plan intérieur chinois.

C'est en qualité de « révisionnistes », donc implicitement d'adversaires nationaux, que Liu Shao-chi et ses partisans ont été condamnés et éliminés et avec eux plus



de 60% des plus hauts responsables du Parti. C'est vraisemblablement parce qu'il était partisan d'une intervention au Viêt-nam au prix d'un certain rapprochement avec l'U.R.S.S. que le chef d'état-major Lo Jui-ch'ing a été éliminé en 1965.

Sur le plan intérieur également, la *révolution culturelle* va aboutir à la mise en place d'institutions politiques profondément différentes des schémas communistes traditionnels. Ce sont les *comités révolutionnaires* au moins théoriquement issus des masses. C'est un nouveau parti communiste désormais totalement loyal à Mao Tse-toung et d'où toute collégialité véritable a disparu. C'est un marxisme-léninisme entièrement réinterprété par Mao Tse-toung et ses exégètes. Système russe, système chinois s'opposent totalement par l'esprit comme sur le plan institutionnel.

L'on comprendra aisément que l'hostilité systématique à l'U.R.S.S., y compris une certaine tension aux frontières, soit devenue une nécessité de politique intérieure si l'on veut que le réflexe patriotique joue au bénéfice d'une faction dont la consolidation est loin d'être terminée.

2) Si nous laissons de côté les rapports sino-soviétiques proprement dits, nous constatons que la révolution culturelle a aussi puissamment exalté le facteur le plus important de la politique étrangère chinoise, je veux dire la personnalité et la pensée de Mao Tse-toung.

Tandis que ni Liu Shao-chi, ni aucun des responsables chinois ne franchissent les limites nationales, Mao Tse-toung a atteint la colossale stature que l'on sait. D'abord théoricien et praticien de la révolution chinoise, puis de la révolution dans les pays sous-développés, il est devenu l'expression, l'incarnation même de la révolution mondiale de notre temps. Quant à sa pensée, elle est selon les statuts du P.C.C., je cite, « le marxisme-léninisme de l'époque où l'impérialisme va à son effondrement total et où le socialisme marche à la victoire dans le monde entier ».

Le rôle que Mao Tse-toung veut s'attribuer dans l'histoire, ses exigences excluent non seulement tout règlement durable avec l'U.R.S.S., mais le conduisent aussi :

- d'une part à inspirer et si possible diriger tous les mouvements révolutionnaires internationaux,
- d'autre part, et par voie de conséquence, à faire de la Chine le modèle, l'appui, en un mot le centre politique de tous les pays communistes ou en marche vers le communisme.

Il n'est pas difficile de voir combien la Chine se retrouve ainsi fidèle à une vocation exemplaire et à un messianisme que nous signalions au début de cette intervention.

Comment cette évolution peut-elle se traduire pratiquement sur le plan de la politique et de la diplomatie ?

Sans tomber dans le pronostic, on peut dire que la Chine définitivement émancipée de Moscou par la révolution culturelle s'efforcera non seulement d'éviter un dualisme russo-américain depuis longtemps dénoncé, mais aussi d'accéder au statut de troisième super-grande puissance en compensant sa faiblesse matérielle par la virulence et l'intransigeance idéologique surtout là où elle est géographiquement trop loin pour exercer de réelle pression. Ajoutons que son poids spécifique consi-

dérablement inférieur à celui de l'U.R.S.S. et des États-Unis la place dans des conditions défavorables partiellement compensées par l'attraction idéologique qu'elle peut exercer sur des pays neutres ou comme elle sous-développés.

Déjà dans une déclaration du 29 novembre 1968, Chou-En-lai a esquissé ce monde tripolaire en invitant tous les pays à se regrouper (sous-entendu, autour de la Chine) pour lutter contre la double hégémonie qui les menace : « Nous devons nous unir à tous les peuples opprimés par l'impérialisme américain, le révisionisme soviétique et leurs laquais et former un front uni pour déjouer le complot criminel de l'impérialisme américain et du révisionisme soviétique visant à se repartager le monde. »

Ceci dit, et, précisément de par sa nouvelle indépendance, même et évidemment en restant plus intransigeante que jamais sur les principes, la Chine se trouve mieux placée aujourd'hui pour manœuvrer entre les autres puissances grandes et petites, pour faire preuve de toute la souplesse tactique nécessaire en fonction des cas d'espèce qui vont se présenter.

Déjà le moment de telles actions paraît favorable :

- une certaine cristallisation de l'autorité au sommet permet aujourd'hui de conduire une nouvelle politique étrangère dont l'appareil vient d'être remis en place dans les diverses capitales avec le retour des ambassadeurs (ce sont davantage, semble-t-il, des techniciens éprouvés de la diplomatie que des activistes de la révolution culturelle) ;
- un peu partout dans le monde de nouveaux problèmes apparaissent tandis que des problèmes anciens évoluent vers des solutions : Viêt-nam, Proche-Orient, Tchécoslovaquie, conversations russo-américaines au sujet du désarmement, autant de questions auxquelles la Chine ne peut manquer de vouloir directement ou indirectement, officiellement ou officieusement s'associer.

Cependant, aucune ambition extérieure ne peut se passer d'une certaine réussite en Chine même. Construire sur tous les plans le modèle chinois reste l'exigence première. C'est en cela que l'avenir de la politique étrangère chinoise nous apparaît encore profondément fragile et incertain ; mais ceci est un autre problème, laissons-le aux soins d'une nouvelle conférence.